



[radio libertaire](#) | [relations extérieures](#) | [la fa](#) | [international](#) | [histoire](#)

[Relations Internationales de la Fédération Anarchiste](#) > [L'Internationale des Fédérations Anarchistes \(IFA\)](#) > [Les sections adhérentes à l'IFA](#) > [La Fédération Anarchiste Bulgare](#)

## La Bulgarie vue de l'intérieur

*Monde libertaire* n° 1077 du 27 mars 1997

jeudi 27 mars 1997.

Comme à la fin de chaque mois, Sofia se réveille avec des PTT assiégés par des foules de personnes âgées. La tête baissée, les filets vides à la main, des retraités font impatiemment la queue pour toucher leurs 4 000 à 6 000 leva (7 à 11 francs français) qui doivent leur permettre de survivre pour les trente jours qui viennent. Ce jour-là, beaucoup d'entre eux en ont laissé d'autres fouiller dans les poubelles de la grande ville, sachant qu'il n'y a pas grand-chose à y trouver.

" C'est honteux d'avoir ce rien du tout à notre âge ", dit Maria qui a travaillé comme infirmière toute sa vie. " On n'a jamais cru que nous finirions nos jours dans une telle misère. " Elle a raison, car sa retraite lui permettra à peine de couvrir les frais de chauffage et d'électricité de son studio dans les banlieues de Mladost. Et puis il faut encore assurer la bouffe dans les limites de l'existence. Maria a oublié le goût de la viande mais, pis encore, elle n'a même pas de quoi se procurer les produits les plus élémentaires de la nourriture traditionnelle bulgare, comme le fromage ou le lait caillé. N'ayant pas les moyens de le payer, beaucoup de personnes âgées ont coupé le chauffage central (à la demande de l'administration), choisissant le froid à la faim.

Les 600 000 chômeurs (7 % de toute la population, et presque 14 % de la population active) se trouvent dans la même situation. La pauvreté et la misère ont poussé beaucoup de monde à chercher leur survie dans les poubelles de la rue.

Un dicton bulgare dit qu'on compte les poules à l'automne. Fidèles à leur humour noir, les Bulgares le paraphrasent aujourd'hui en disant " qu'on compte les Bulgares au printemps ". Une autre plaisanterie dit que ceux qui seront encore en vie au printemps seront convoqués au tribunal pour expliquer comment ils ont eu les moyens de survivre. Car on sait dès l'automne que beaucoup de retraités ne survivront pas à l'hiver. Ils sont parmi les plus touchés par la crise économique et sociale qui couvre la Bulgarie depuis la chute du communisme totalitaire. Il n'y a pas d'autre pays de l'ex-pacte de Varsovie où la nomenklatura au pouvoir pille avec moins de vergogne son propre peuple, en détruisant les entreprises et en détournant les fonds financiers et sociaux.

### En pleine hyperinflation

Pour les deux derniers mois, les prix de l'alimentation de première nécessité ont augmenté de 40 %, les combustibles et l'énergie de presque 60 % et la seule monnaie nationale, le lev (" lion "), a chuté cinq fois par rapport au dollar américain. En revanche, les revenus des Bulgares n'arrêtent

pas de diminuer. Même (depuis le début de 1997) du citoyen ordinaire.

Selon les derniers calculs, 61 000 leva (112 FF) étaient nécessaires pour assurer l'existence modeste d'une personne en novembre dernier, contre 20 656 au mois de septembre 1996. Cependant, le salaire moyen est à peine de 25 000 leva (46 FF). Pour les derniers mois, la consommation de pain a baissé de 12,9 %, celle de la viande de 40 %, celle de fromage de 32 %, tandis que l'inflation pour l'année 1996 dépassait les 300 %.

Depuis deux ans, la population vit dans la peur de perdre ses dernières épargnes. L'expérience amère faite avec des sociétés financières fantômes de structure pyramidale rend les gens très méfiants. Des milliards de leva ont été détournés par des bandits en cols blancs qui promettaient des taux d'intérêt de 70 %. L'affaire a provoqué une forte agitation, mais pour le moment il n'y a qu'un seul malfaiteur financier au parquet. Le gouvernement, étroitement impliqué dans ces affaires, ne prend pas les mesures adéquates : il fait même la morale aux gens en les accusant d'avoir mis leur argent dans des structures suspectes au lieu d'épargner dans les banques légales (un peu trop légales pour un pays comme la Bulgarie).

Aujourd'hui, l'histoire se répète après le déclenchement d'une série de faillites, notamment dans ces banques légales, gérées dans leur totalité par les " camarades " de la nouvelle élite.

### **L'écroulement d'un faux système bancaire**

L'affaire a débuté avec la mise sous surveillance de la première banque privée, l'un des symboles de l'initiative privée après la chute de l'ancien régime. Cette banque a réussi à concentrer énormément de fonds grâce à ses campagnes publicitaires qui ont envahi les médias. Dans le même temps, elle octroyait des crédits irrécupérables à des créanciers présentant de fausses garanties ou des business-plans fantasmagoriques.

Aujourd'hui, on le sait, les crédits avaient été octroyés sous la haute pression politique de personnages liés au pouvoir. Le déficit de la banque avait été gardé secret grâce au refinancement régulier de la banque centrale, toujours sous une pression politique gouvernementale. Ce schéma s'est reproduit jusqu'au moment où le gouvernement et la banque centrale (cette fois sous la pression du FMI et de la mauvaise conjoncture économique) se sont vus obligés de mettre sous surveillance quatorze banques ainsi que d'autres entreprises déficitaires sous licence. Il faut souligner qu'une de ces institutions de refinancement des entreprises déficitaires et des créanciers litigieux avait été la caisse d'épargne d'État. C'est-à-dire que le citoyen, petit épargnant, a été pillé par l'État et ses dirigeants. Au moment où a éclaté le scandale, plutôt que de renverser le gouvernement, les gens se sont précipités pour retirer leur épargne et les convertir en dollars ou en marks dans les bureaux de change (y perdant cette fois-ci par le jeu des taux de change spéculatifs). En comprenant l'impossibilité de trouver la sécurité pour leurs épargnes, menacés par les mauvais crédits, l'inflation et la mauvaise gestion financière, les gens mettent leur argent sous leur matelas, à la merci des voleurs qui n'hésitent pas à pénétrer dans les habitations.

Au moment où l'État n'est pas à même de payer ses dettes intérieures et extérieures, une drôle de campagne publicitaire a invité la population à investir dans les titres d'État : " L'État ne peut jamais fermer la boutique ". A la fin de l'année dernière, les dépôts dans les banques bulgares égalent un montant de 360 milliards de leva (un peu plus de 2 milliards de dollars) dont plus de 80 % proviennent de la population. Les trésors étant vides, les dépôts de la population sont déjà bloqués par des crédits non récupérables à 90 %.

Les journaux ont publié des données d'Interpol et de la presse internationale qui affirment que d'anciens chefs de banques bulgares mises en faillite se promènent en liberté à Miami, en

Californie, à Johannesburg, à Chypre, ou ailleurs. On a eu connaissance de cas où ces banquiers avaient octroyé des crédits à des sociétés privées ou publiques de l'ancienne nomenclatura, parfaitement conscients de leur mauvaise solvabilité. Le système bancaire dans la " période de transition post-communiste " n'était que l'instrument le plus puissant et efficace aux mains de la nouvelle mafia pour le détournement de fonds et le pillage de la population.

### **La révolte des affamés**

Dès le début de cette année, des manifestations de protestation se sont déroulées chaque jour dans la capitale, Sofia.

Le 10 janvier 1997, au Parlement bulgare, une bataille acharnée s'engage entre l'opposition de droite et la majorité " de gauche ". Les gouvernants ne veulent pas signer la déclaration de l'opposition qui reconnaît officiellement que le pays est dans un état catastrophique et que la culpabilité de cette crise revient au parti au pouvoir, au gouvernement socialiste. Les débats sont diffusés sur les radios nationales et privées. Vers 10 heures du matin, des citoyens de toute la capitale s'entassent tout autour de l'édifice du Parlement, isolé par des barrages de police, et protestent contre le gouvernement de Jean Videnov, aux cris de " À bas le gouvernement ", " BSP est une mafia ", " Les coupables au parquet ", " Allez vous-en bandits ! ", etc. Vers midi, la place autour du Parlement est complètement inondée par la foule qui veut attaquer le Parlement et molester les députés de gauche, qui ont déjà peur de l'amour du peuple.

L'ex-ministre de l'Intérieur, député de la gauche, saoul et énervé, décide de s'en aller sans tenir compte de la situation devant le Parlement. Protégé par ses gardes, il quitte l'édifice, ce qui provoque la rage des gens qui lui lancent des boules de neige et des pierres. Les gardes répliquent en matraquant la foule, ce qui déclenche l'attaque des barrages. Bientôt le peuple pénètre à l'intérieur du Parlement. Une bataille s'engage au niveau du portail central où des grenades lacrymogènes sont jetées.

Les députés de droite quittent le Parlement, se mêlent aux manifestants et tentent sans succès de contrôler leur activité, tandis que les députés de gauche, bloqués à l'intérieur, lisent leur dernière prière.

Le Parlement reste assiégé jusqu'au soir, jusqu'au moment où beaucoup de protestataires décident de rentrer chez eux. À ce moment là, les services de répression essaient de faire sortir les députés de gauche. Les manifestants qui restent se portent à leur hauteur. Les gendarmes les attaquent et les matraquent cruellement pendant deux heures. Plus de 300 blessés cherchent secours aux urgences.

À la suite de ces événements, des manifestations quotidiennes s'engagent dans tout le pays, des barricades surgissent dans les rues. Les étudiants, en dehors de tout contrôle des partis politiques, protestent de manière décisive et originale en organisant des spectacles satiriques contre la politique des gouvernants.

Après trente jours de protestation, le parti socialiste abdique et met en place des élections anticipées.

### **Où en est-on aujourd'hui ?**

On aurait cru qu'une révolution s'engageait dans le pays. Malheureusement non. Le 10 janvier, les événements sortaient de tout contrôle de l'opposition. Elle aussi avait peur de ce qui pouvait se passer. C'est pourquoi ses leaders se sont mis à la tête de la protestation et ont commencé à la contrôler en commençant des pourparlers avec le parti au pouvoir. Il était évident que le FMI

n'octroierait pas de crédits de stabilisation aux " rouges " qui ne roulent que pour eux-mêmes. Car le FMI a besoin de récupérer " son argent " et de transformer la Bulgarie en fabrique à bon marché et en carrefour vers les marchés de l'Asie centrale. Au début, il comptait sur ses marionnettes du BSP, aujourd'hui sur celles de l'opposition.

Le problème est que le peuple bulgare ne voit pas d'autre perspective sociale que celle dessinée par une économie de marché de type occidental. Toute idée " gauchiste " est aujourd'hui organiquement désagréable et étrangère aux gens qui la relie aux années du socialisme autoritaire ou au gouvernement socialiste mafieux d'aujourd'hui.

Il leur faudra d'abord goûter à la soupe servie par la FMI et la politique de droite pour qu'une nouvelle conscience sans illusions s'engage vraiment. Le plus important, c'est que les gens n'ont plus peur de protester et se déclarent prêts à défendre leurs droits sociaux. Ils auront l'occasion de le faire de nouveau.

**Secrétariat de la Fédération anarchiste bulgare**